



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la quarante-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 28 octobre 1969,  
à 15 h 10

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
Point 6 de l'ordre du jour :	
Action concertée pour la promotion des exportations . . .	27
Point 12 de l'ordre du jour :	
Nomination à un siège vacant du Comité de la planification du développement . . . . .	30

Président : M. Raymond SCHEYVEN (Belgique).

## POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Action concertée pour la promotion  
des exportations (E/4714)

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le rapport du Secrétaire général sur les efforts des Nations Unies pour le commerce d'exportation (E/4714), établi en application de la résolution 1362 (XLV) du Conseil et soumis au Conseil du commerce et du développement à sa neuvième session, conformément au paragraphe 3 de cette résolution. Les observations du Conseil du commerce et du développement et la résolution 59 (IX) qu'il a adoptée à ce sujet figurent aux paragraphes 189 à 210 et à l'annexe I du rapport du Conseil sur la première partie de sa neuvième session<sup>1</sup>.

2. A sa quarante-cinquième session, le Conseil a décidé qu'il examinerait périodiquement la question importante de la promotion des importations. Il a été proposé, dans l'introduction au rapport du Secrétaire général (voir E/4714, par. 12), que celui-ci soumette un rapport sur le sujet au Conseil tous les deux ans.

3. M. ARVESEN (Norvège) dit que la résolution 1632 (XLV) du Conseil a été adoptée en 1968 à la suite d'une proposition de la Suède. Les pays nordiques ont déjà donné leur opinion sur le rapport à la neuvième session du Conseil du commerce et du développement et M. Arvesen appelle l'attention sur le paragraphe 205 du rapport sur la première partie de cette session. Le seul élément qu'il tient à souligner pour le moment est la nécessité de procéder à des améliorations, des adaptations et des modifications du côté de la production si les pays en voie de développement veulent utiliser pleinement leurs possibilités d'exportation, ainsi que le fait qu'il serait souhaitable d'adopter une méthode de présentation différente dans les rapports à venir sur le sujet. Comme il est expliqué au paragraphe 206, le représentant de l'ONUDI a déclaré à la neuvième session du Conseil du commerce et du développement qu'il n'estimait pas qu'il y ait grand danger de voir les efforts d'encourage-

ment des exportations accomplis par les différents organismes faire double emploi et que des activités parallèles aboutissent souvent à une association qui est la méthode la plus fructueuse à la longue. Si l'ONUDI poursuit des activités parallèles, il faut espérer qu'elle maintiendra une coopération étroite avec les autres organes qui s'occupent de la promotion des exportations.

4. M. Arvesen approuve dans l'ensemble la résolution 59 (IX) du Conseil du commerce et du développement, qui souligne l'importance qu'il y a à accroître l'appui accordé aux activités des commissions économiques régionales, afin que celles-ci puissent faire face à leurs responsabilités concernant la promotion des exportations, mais il a été surpris de noter qu'aux paragraphes 4 et 5 de cette résolution le Conseil du commerce et du développement "prie" et "prie en outre" le Conseil économique et social de prendre certaines mesures. La coutume au sein de l'Organisation des Nations Unies est que, dans les résolutions, les demandes soient adressées par les organes principaux aux organes subsidiaires et aux secrétariats. Par conséquent, les termes employés aux paragraphes 4 et 5 auraient dû être "invite" et "invite en outre".

5. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que de nombreux organismes des Nations Unies participent aux efforts d'encouragement des exportations et qu'il est nécessaire que le Conseil, dont la coordination est une fonction importante, assure la coordination de ces efforts. La délégation des Etats-Unis est heureuse de noter que l'Organisation des Nations Unies, grâce aux réunions semi-annuelles des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et des autres organes intéressés, continue à remplir une fonction de coordination. Mais le centre des activités de promotion des exportations doit être le Centre CNUCED/GATT du commerce international et les centres régionaux. Il faut espérer que tous les organes des Nations Unies intéressés continueront à coopérer avec ces centres afin d'éviter les doubles emplois qui gaspilleraient les modestes ressources du système des Nations Unies, feraient prendre des mesures inefficaces par les divers organismes et jetteraient la confusion dans l'esprit des Etats Membres. Le Centre du commerce international a prouvé son utilité au cours des années; il a reçu un appui budgétaire et extra-budgétaire considérable, et le moment est venu pour lui de revoir et de remanier son programme afin de continuer à rester efficace. Il est souhaitable que les organisations qui ont passé par une période de croissance rapide envisagent d'en consacrer une autre au remaniement de leur programme.

6. M. WITKOWSKI (France) pense que le sujet du rapport du Secrétaire général est important et ne doit pas être traité à la présente session mais plutôt lorsque d'autres questions connexes seront examinées. Le Conseil a essayé d'établir le

<sup>1</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément No 16 et rectificatif (A/7616 et Corr.1), p. 206 à 211 et 241.

principe qu'aucune question de fond ne serait réglée à ses reprises de session, à moins qu'il ne s'agisse d'une question qui demande à être étudiée d'urgence. C'est à sa session d'été que le Conseil doit s'occuper des rapports périodiques biennaux, qui doivent être étudiés d'abord par le Comité économique.

7. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le sujet à l'étude est d'une grande importance non seulement en lui-même, mais par rapport à d'autres questions et mérite plus d'attention qu'il n'en reçoit. Il est d'accord avec le représentant de la France pour estimer qu'il doit être débattu en même temps que d'autres problèmes se rapportant au commerce et au développement et aux efforts économiques de l'Organisation des Nations Unies en général, qui sont étudiés principalement à la session d'été.

8. Il est vivement souhaitable que l'Organisation des Nations Unies fasse tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les exportations des pays en voie de développement. M. Lobanov se réjouit de l'attention spéciale que les commissions économiques régionales accordent à la promotion des exportations : leur initiative a abouti à l'adoption de la résolution 1362 (XLV) du Conseil. Se référant au paragraphe 12 du document E/4714, M. Lobanov dit que la proposition du Secrétaire général tendant à soumettre un rapport au Conseil tous les deux ans est tout à fait appropriée, d'autant plus que certaines commissions économiques régionales ne se réunissent que tous les deux ans. La structure d'ensemble du rapport (E/4714) est acceptable, mais M. Lobanov ne partage pas l'opinion exprimée au paragraphe 205 du rapport du Conseil du commerce et du développement sur la première partie de sa neuvième session. Une méthode intégrée tend à obscurcir les problèmes; diviser la documentation par types d'activités serait plus logique et faciliterait en outre la coordination entre les divers organismes intéressés. Cette division tiendrait compte de la structure de la production des pays en voie de développement et donnerait une idée claire des mesures proposées ou déjà prises pour accroître les exportations. La forme actuelle du rapport du Secrétaire général est conforme aux nécessités pratiques, mais M. Lobanov préférerait voir étudier plus longuement dans les rapports ultérieurs les futurs programmes des institutions spécialisées participantes, afin d'assurer une bonne perspective et de faciliter la coordination des activités des divers organismes. Les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales ont apporté une contribution utile en prenant la mesure qui a abouti à l'adoption de la résolution 1362 (XLV) du Conseil et ont suggéré à juste titre qu'il faudrait tenir davantage compte des documents pertinents soumis par les divers organes afin de faire en sorte qu'ils donnent des résultats pratiques et ne restent pas un exercice purement théorique. L'objectif à atteindre doit être d'utiliser de la meilleure manière possible la documentation préparée conformément à la résolution 1362 (XLV) du Conseil; le meilleur moyen de le faire est d'étudier la question au moment où l'on débat d'autres questions connexes, c'est-à-dire à la session d'été du Conseil, comme l'a suggéré le représentant de la France.

9. M. ABE (Japon) estime, comme le représentant de la France, que le Conseil ne devrait pas aborder maintenant une discussion de fond sur la question. Le rapport (E/4714)

du Secrétaire général a été présenté sur une demande formulée par le Conseil à sa quarante-cinquième session. Il couvre un domaine étendu, traite de questions importantes et demande donc une étude attentive. La promotion commerciale a de profondes incidences sur le développement, car sans un bon commerce d'exportation les pays en voie de développement ne peuvent pas parvenir facilement à une croissance économique soutenue.

10. Les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et le Directeur du Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth méritent d'être félicités pour les mesures qu'ils ont prises en 1967 afin de créer un programme de promotion des exportations dans le cadre de l'ONU. M. Abe se félicite de ce que l'on ait pris les premières mesures pour créer un centre régional de promotion commerciale en Extrême-Orient et de ce que ces mesures aient conduit à la création de centres analogues dans d'autres régions.

11. L'étude du rapport du Secrétaire général par le Conseil du commerce et du développement à sa neuvième session a eu pour résultat l'adoption d'une résolution soulignant l'importance des centres régionaux de promotion commerciale dans le programme de l'ONU pour la promotion des exportations. Le Centre CNUCED/GATT du commerce international est évidemment le mieux à même de jouer un rôle central dans le programme global, en coopération avec les commissions économiques régionales et les autres organismes intéressés. Le rapport du Secrétaire général montre que les activités de promotion commerciale comportent bien des aspects différents dont s'occupent de nombreux organismes des Nations Unies. Par conséquent, il faut faire de gros efforts de coordination; on en fait déjà beaucoup, mais M. Abe espère que cette coordination s'intensifiera dans la mesure où la portée du programme de promotion commerciale s'élargira et où l'on mettra davantage l'accent sur les activités régionales afin d'assurer une meilleure utilisation des ressources. La délégation japonaise est reconnaissante au Secrétaire général d'avoir établi ce rapport.

12. M. AHMED (Pakistan) déclare que le Pakistan est membre du Conseil du commerce et du développement et qu'il a exprimé ses opinions à la neuvième session du Conseil. Il approuve ce qu'a déclaré le représentant de la France quant au choix du moment pour l'examen du rapport. Il est évident que, en l'examinant, l'objectif principal du Conseil économique et social doit être d'assurer une coordination générale, puisque les activités très variées sur lesquelles porte la promotion des exportations sont exécutées par divers organismes des Nations Unies. M. Ahmed regrette que, dans son rapport, le Secrétaire général n'ait pas souligné le domaine où l'action du Conseil économique et social est nécessaire pour assurer une meilleure coordination. Le rapport ne devrait pas être examiné à la reprise de session du Conseil; il devrait d'abord être étudié par le Comité du programme et de la coordination (CPC) afin que puissent être discutées les questions de chevauchement et de double emploi ainsi que la nécessité de donner au programme de promotion des exportations une orientation précise. Le Conseil pourrait alors l'étudier à la lumière des observations du CPC. Le fond de la question a été traité par le Conseil du commerce et du développement, mais M. Ahmed tient à souligner l'importance que les pays en

voie de développement attachent à la promotion des exportations, comme en témoignent les efforts qu'ils déploient dans cette direction.

13. Ces dernières années, la coopération avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international s'est accrue grâce aux meilleures perspectives qu'offre son assistance; le Pakistan coopère de plus en plus avec le Centre et M. Ahmed espère qu'il continuera à le faire.

14. Pour ce qui est du rôle que joue l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) dans la promotion des exportations, M. Ahmed rappelle que, quand l'ONUDI a été créée, l'Assemblée générale a clairement défini les responsabilités respectives de la CNUCED et de l'ONUDI dans ce domaine et précisé que l'ONUDI s'occuperait essentiellement des industries orientées vers l'exportation. L'ONUDI a joué un rôle actif et, par exemple, elle apportera une contribution à la foire-exposition des pays d'Asie à Téhéran. Il est permis d'espérer que les pays choisiront des projets qui puissent donner lieu à des programmes régionaux communs et accroître ainsi les possibilités d'exportation dans les diverses régions. Le Pakistan est l'un des auteurs de la résolution 59 (IX) du Conseil du commerce et du développement, et les termes "prie" et "prie en outre" qui figurent dans le texte n'ont certainement pas été employés en vue de déroger en aucune manière au rang qu'occupe le Conseil économique et social.

15. M. DECASTIAUX (Belgique) approuve les observations faites par le représentant de la France. La délégation belge a été surprise, par exemple, étant donné l'importance du rôle que la CNUCED peut jouer dans le développement, que l'on ait consacré si peu de temps à l'examen du rapport du Conseil du commerce et du développement à la 1641ème séance. Il semble approprié que le Conseil aborde les questions de fond à ses sessions ordinaires et les questions de procédure à ses reprises de session.

16. M. POSNETT (Royaume-Uni) déclare que le rapport sur les efforts des Nations Unies pour le commerce d'exportation est un document précieux et que ce serait une négligence de la part du Conseil économique et social de ne pas rendre hommage à ses auteurs.

17. Comme l'a suggéré le représentant de la France, des questions comme celle que l'on examine devraient, si possible, être traitées à la session d'été. De même, comme l'a suggéré le représentant du Pakistan, il pourrait être utile que le rapport soit présenté d'abord au CPC et ensuite au Conseil. Cependant, dans le cas présent, il semble plus approprié que le Conseil examine la question à sa reprise de session plutôt qu'à sa session d'été, car l'été prochain le rapport, dont la teneur appelle des commentaires immédiats, aura été rédigé depuis presque un an.

18. Le représentant du Pakistan a fait des observations importantes sur le rôle de l'ONUDI. La délégation du Royaume-Uni n'est pas tout à fait convaincue que la coordination entre l'ONUDI et le centre CNUCED/GATT du commerce international soit totalement satisfaisante. Il ressort du paragraphe 179 du rapport, par exemple, que l'ONUDI s'occupe de la promotion de la commercialisation et des exportations, questions qui relèvent de la compétence du Centre. Quant à la dernière phrase de ce

paragraphe, la liaison devrait précéder plutôt que suivre la planification du programme, car c'est là la seule manière d'agir pour que les priorités soient bien établies d'emblée.

19. Il importe également que les pays en voie de développement disposent de crédits pour les programmes de promotion des exportations que ces pays désirent exécuter. Il s'ensuit que les crédits pour la promotion des exportations devraient être fournis par le PNUD car, ainsi, les pays en voie de développement pourraient choisir les projets dont ils ont besoin.

20. La délégation britannique s'intéresse aux projets régionaux de promotion des exportations, mais elle appelle l'attention sur la possibilité que le nombre limité d'experts disponibles pour ce genre d'assistance technique sera utilisé en pure perte s'il y a chevauchement entre les activités du Siège et les activités régionales. La coordination entre les régions et le Siège est nécessaire afin d'éviter, dans l'administration des projets et au Siège, l'emploi d'un personnel administratif nombreux qui soit incapable de jouer un rôle approprié dans ce domaine.

21. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) estime, tout comme le représentant de la France, que la reprise de la session constitue le pire moment pour examiner des rapports tels que celui qui fait actuellement l'objet d'une discussion. Il y a lieu de rappeler néanmoins que la principale responsabilité en matière de promotion des exportations incombe au Centre du commerce international, qui fait rapport à la CNUCED et au GATT. Le Conseil ne pourra donc pas examiner les rapports traitant de ce sujet tant que ne l'auront pas fait les organes apparentés du Centre. Le représentant du Royaume-Uni a montré qu'il faut soumettre le rapport au Comité du programme et de la coordination avant que le Conseil n'en soit saisi, car on semble s'être demandé s'il était souhaitable que l'ONUDI entreprenne les activités mentionnées au paragraphe 179 du rapport. Il y aurait lieu d'examiner pour quelles raisons l'ONUDI entreprend ces activités, mais le Conseil n'a pas le temps de le faire.

22. Il eût été regrettable de procéder à l'examen du rapport une année après sa publication. Le Secrétaire général pourrait peut-être suggérer quel serait le moment le plus opportun pour étudier cette question. Il serait, par exemple, possible de l'examiner à la session de printemps ou à la réunion consacrée à l'organisation des travaux au mois de janvier. Il ne convient pas, sauf cas de force majeure, d'examiner les questions importantes pendant la session de l'Assemblée générale. Il n'était pas possible d'éviter de discuter du rapport du Conseil pendant la reprise de la session : celui-ci n'était pas prêt pour la session d'été et devait cependant être examiné par l'Assemblée générale. Par conséquent, si le Conseil désire l'examiner avant que l'Assemblée n'en soit saisie, il ne peut le faire que pendant la reprise de la session.

23. M. ROUAMBA (Haute-Volta) déclare que la délégation voltaïque n'est pas en mesure de discuter comme il convient à la session en cours du rapport portant sur les efforts des Nations Unies pour le commerce d'exportation. Les premières phrases des paragraphes 3 et 6 étant rédigées en termes très vagues, il est difficile pour la délégation voltaïque de faire des suggestions sur la manière d'améliorer

le rapport. Il est de toute façon improbable que la délégation voltaïque puisse à présent en dire plus sur la question que ne l'ont fait les organismes, organisations et institutions énumérés au paragraphe 2. La Haute-Volta est disposée à prendre note du rapport, mais elle estime qu'il ne devrait pas être examiné tant que les délégations n'auront pas eu le temps de l'étudier à fond.

24. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) dit que le Secrétaire général tiendra compte des observations formulées au cours de la séance et qu'il s'efforcera d'établir le prochain rapport à temps pour qu'il puisse être examiné par le Conseil du commerce et du développement à sa session de printemps et par le Conseil économique et social lors de sa session d'été. Le Secrétaire général examinera les observations formulées par les délégations et indiquera quel moment lui paraît le plus opportun pour examiner la question.

25. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) dit que le Secrétaire général devrait tenir présent à l'esprit le fait que le Conseil du commerce et du développement a décidé de ne se réunir qu'une fois par an à l'avenir.

26. Le PRESIDENT propose au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

*“Le Conseil économique et social*

*“1. Prend acte du rapport du Secrétaire général intitulé “Efforts des Nations Unies pour le commerce d'exportation” (E/4714);*

*“2. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport à ce sujet tous les deux ans.”*

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

### Nomination à un siège vacant du Comité de la planification du développement (E/4754)

27. M. POSNETT (Royaume-Uni) dit que la délégation britannique désire saisir cette occasion pour exprimer une fois de plus sa profonde sympathie à la famille et au pays de feu M. Mboya.

28. M. Posnett donne son plein appui à la nomination de M. Mensah par le Secrétaire général comme membre du Comité de la planification du développement. M. Mensah, homme remarquable, apportera une contribution précieuse aux travaux du Comité.

29. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis désire elle aussi exprimer sa tristesse devant le décès prématuré d'un Africain aussi remarquable que M. Mboya.

30. M. Blau appuie la nomination par le Secrétaire général de M. Mensah en vue de pourvoir le siège vacant au Comité de la planification du développement.

31. Le PRESIDENT dit qu'il est certain que toutes les délégations souhaitent s'associer aux paroles qui ont été prononcées par les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Il propose que le Conseil économique et social approuve la nomination du Secrétaire général et nomme M. Mensah membre du Comité de la planification du développement pour la période allant du 28 octobre 1969 au 31 décembre 1971.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 16 h 20.*